

Les technologies brouillent les fiches

La révolution informatique offre de réelles perspectives pour les technologies de l'éducation, de l'information et de la communication, mais elle constitue un investissement coûteux. Et on est encore loin d'avoir élucidé la question de l'usage approprié de cette palette de technologies, y compris les plus anciennes moins coûteuses, radio et télévision.

Le développement tous azimuts des ordinateurs et du réseau Internet transforme la manière dont les gens communiquent et travaillent. Les experts sont cependant très divisés sur l'impact qu'aura la révolution informatique sur l'éducation, surtout dans les pays en développement.

En dépit de l'enthousiasme de nombreux adeptes, les nouvelles technologies ont peu de chances d'être la « baguette magique » qui va miraculeusement résoudre des problèmes contre lesquels les éducateurs se battent depuis des années.

Elles risquent au contraire de creuser les inégalités existantes. Mark Malloch Brown, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le rappelle : « Alors que les sciences et les technologies continuent de générer de nouvelles richesses pour les pays nantis, les conditions de nombreux pays en développement bien souvent se détériorent. »

Le Pr. David Johnston du Conseil consultatif canadien pour les autoroutes de l'information (IHAC) est au nombre des fervents partisans des technologies de l'information

et de la communication. Dans le cadre de sa stratégie nationale de connectivité, l'IHAC a déjà relié plus de 15 000 écoles et 3 000 bibliothèques publiques à l'Internet, un partenariat entre Etat et secteur privé.

Son but, explique Johnston, est de préparer à un monde dans lequel « la mondialisation sera partout, les autoroutes de l'information remodeleront entreprises et marchés, chaque secteur de l'économie sera aux mains des professionnels du savoir et l'innovation, une source de croissance en valeur ajoutée ».

Dans un tel contexte, les potentialités offertes par les nouvelles technologies pour l'éducation sont indéniables.

Pour Maris O'Rourke, de la Banque mondiale, il y a trois autres directions dans lesquelles les technologies de l'information et de la communication peuvent s'avérer utiles : elles peuvent intégrer les exclus, en développant les

options d'éducation ouverte et à distance ; elles peuvent décentraliser les administrations éducatives et offrir une participation accrue aux communautés ; et elles peuvent servir à enseigner la technologie elle-même, aidant ainsi les individus à acquérir les compétences nécessaires pour l'avenir. Car, selon elle, « ce n'est pas avec des méthodes du XIX^e et siècle qu'on construira le XXI^e et siècle ».

Des programmes comme ceux de l'IHAC nécessitent des ressources colossales, inabornables pour de nombreux pays en développement. Ces programmes sont-ils mêmes appropriés ? Une étude thématique réalisée pour le bilan de l'EPT à l'an 2000 par la Fondation pour la recherche internationale en matière d'éducation ouverte se penche sur la faisabilité de recourir aux technologies de l'information et de la communication dans les pays les plus pauvres. Et conclut que, quelle que soit la technologie employée, il faudra impérativement construire, entretenir et fournir en personnel les écoles primaires et que cela doit demeurer une priorité financière. Quant à l'éducation secondaire et supérieure, les nouvelles technologies

offrent peut-être de grandes possibilités, mais leurs coûts restent élevés.

Il est clair que le développement des

nouvelles technologies est à la fois lourd de menaces et rempli de promesses pour l'éducation. Parmi les promesses, il y a l'énorme capacité de coopération entre les pays en développement.

Malloch Brown croit le Sud parfaitement capable de trouver ses propres réponses aux défis du changement. Il cite les efforts réussis de la République de Corée pour promouvoir des activités de pointe en recherche et développement, la politique indienne qui a abouti à la construction d'une « Silicon Valley » à Bangalore et l'industrie naissante du logiciel au Costa Rica. Toutes ces initiatives, explique Malloch Brown, sont susceptibles d'être adaptées pour le développement.

Parmi les menaces, il y a le fait que « l'écart informatique » entre ceux qui ont accès à l'ordinateur et au web et ceux qui ne l'ont pas, se creuse, au lieu de se combler.

Venkatesh Hariharan, expert indien en logiciels, explique que, dans la mesure où 10 % seulement de la population de l'Inde (sur un milliard) parlent anglais, quelque 900 millions sont en fait exclus de la « révolution informatique » pour le proche avenir. C'est aussi le cas de tous ceux qui, dans le monde, parlent des langues minoritaires : la suprématie de l'anglais sur l'Internet est, sur bien des plans, un obstacle aussi infranchissable que le coût du matériel.

Placer un ordinateur dans chaque classe, en dehors du coût prohibitif de la démarche, n'est pas forcément la meilleure politique pour un pays en développement. Selon les estimations, le coût des programmes d'éducation radio-



phonique interactive oscille entre 3 et 8 dollars EU par élève et par an – le coût de l'informatique à l'école, entre 18 et 63 dollars EU par personne et par an.

Le rapport d'EPT précise qu'il y a d'autres stratégies d'accès aux ordinateurs, qui « consistent par exemple à utiliser des unités mobiles, à partager les équipements informatiques avec d'autres organisations, ou des formules ayant recours à des intermédiaires un tiers étant chargé de recueillir l'information sur les réseaux informatiques pour le compte des élèves. Toutes ont été en fait sous-estimées lors de la planification initiale ».

L'argent de l'éducation

Le contribuable est le plus grand bailleur

63 % environ du côté de l'éducation dans le monde sont pris en charge par les Etats, 35 % provenant du secteur privé et 2 % des programmes d'aide internationale au développement.

Le financement de l'éducation a-t-il changé depuis dix ans ? La quasi totalité des modèles financiers dans le monde sont des partenariats, associant des groupes et des institutions diverses. Une bonne éducation est tributaire, au moins en partie, de la qualité de ces partenariats.

En d'autres termes, la question ne porte pas uniquement sur la quantité d'argent dépensé, mais sur la manière dont il est dépensé.

Maris O'Rourke, de la Banque mondiale, reconnaît que la

Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, adoptée il y a dix ans, n'a pas suffisamment insisté sur la nécessité de planifier la mobilisation des ressources. « On comprend mieux, aujourd'hui, qu'aucun pays ne pourra jamais sortir de la pauvreté ou espérer une croissance sociale ou économique sans éduquer ses habitants », remarque-t-elle, saluant les « progrès remarquables » réalisés dans ce domaine par des pays comme le Brésil, la

Chine et l'Inde. Cependant, ajoute-t-elle, « il n'y a jamais eu de cadre global de financement, ni de réelle compréhension de la quantité de ressources nécessaires pour réaliser les objectifs ».

Dans le monde, 63 % environ du coût de l'éducation est pris en charge par les Etats, suivis, avec une contribution de 35 %, par le secteur privé – coalition d'élèves, de parents, d'employeurs, d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'entreprises commerciales. Les 2 % restants proviennent des programmes

internationaux d'aide au développement. Le rôle central joué par l'Etat est donc clair. « On ne peut passer outre à la souveraineté des Etats en matière de budget », souligne O'Rourke.

Une étude thématique des partenariats, préparée pour le bilan de l'EPT à l'an 2000, souligne un point important : dans les pays développés qui ont de meilleurs systèmes fiscaux, l'Etat dispose tout simplement de plus d'argent à consacrer à l'éducation ; dans les pays plus pauvres, le rôle des autres partenaires est forcément plus marqué. Selon le PNUD, le revenu fiscal représente 26 % du produit national brut (PNB) dans les pays industrialisés, mais moins de la moitié dans les pays en développement.

Au Cambodge, 12 % seulement du financement de l'éducation « publique » sont couverts par l'Etat. Les ménages et les communautés assurent 60 % de la facture éducative, les ONG et l'aide extérieure 18 %, et la classe politique 10 %.

La défaillance du pouvoir central conduit souvent à l'émergence de dispositifs alternatifs non formels. Ainsi, pendant la guerre civile salvadorienne, les communautés ont compris qu'elles ne pouvaient plus compter sur l'aide de l'Etat et ont recruté elles-mêmes les enseignants dans les écoles qui avaient été fermées par les combats. C'est ainsi qu'est né EDUCO, un mouvement d'éducation communautaire, qui, une fois la guerre finie, a bénéficié du soutien de l'Etat.

Un autre exemple d'éducation non formelle est offert par le Comité pour le progrès rural au Bangladesh (BRAC) qui fonctionne parallèlement au réseau des écoles primaires de l'Etat et touche près d'1,2 million d'enfants. « Les ONG ont montré un haut niveau de rentabilité dans leurs services éducatifs. Elles ont souvent recours à des approches extrêmement ingénieuses et originales pour traiter des cas difficiles là où les approches traditionnelles ont échoué », souligne Gordon Naidoo, directeur exécutif d'une ONG implantée en Afrique du Sud.

Le rôle de l'aide internationale a-t-il changé ? Une autre étude réalisée pour le bilan de l'EPT à l'an 2000 par l'Overseas Development Institute, note que l'aide à l'éducation, en proportion de l'aide bilatérale totale, est restée constante à 15 % pendant toute la décennie, en dépit d'une tendance générale à la baisse de l'aide bilatérale totale.

L'aide multilatérale est passée à 2 milliards de dollars EU pour l'année 1994, mais elle avait régressé à 1,3 milliard de dollars EU en 1998. Là aussi, l'étude décèle une baisse d'intérêt pour les systèmes de financement traditionnels, tels que projets et programmes, au profit du « dialogue sur les politiques et de partenariats assurant une utilisation de l'aide conforme aux priorités politiques du pays hôte ».

L'impact de la dette

L'impact de la dette extérieure constitue l'une des principales causes des restrictions budgétaires en matière d'éducation. Si investir dans l'éducation produit de grands

bénéfices – mais des bénéfices à long terme –, les gouvernements sont confrontés à des échéances pressantes à court terme, comme le service de la dette extérieure. Et un arriéré pèse aussitôt sur la capacité d'un pays d'emprunter ou de régler ses importations.

Mais il y a un argument plus lourd, et qu'il faudrait faire valoir, c'est qu'il est tout aussi rentable, au plan mondial, d'effacer au moins une partie de la dette extérieure et d'utiliser ces ressources pour investir dans l'éducation, à un moment où l'aide internationale des pays riches aux pays pauvres est en déclin.

En 1996, l'initiative de réduction de la dette des Pays Pauvres Très Endettés, soutenue par la Banque mondiale et une poignée de pays riches, a reconnu le coût social des politiques d'ajustement structurel. La réunion du G8 – un club restreint de pays parmi

les plus riches du monde – à Cologne, en 1999, en a élargi la portée. Cependant, beaucoup diront que les mesures d'allègement sont trop lentes, bureaucratiques et limitées par des conditions rigides.

Sous la pluie, deux petites filles reviennent de l'école à Pasay City (Philippines). Le financement de l'Etat, souvent progressif, peut être utilisé pour scolariser davantage de filles.

